

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.114/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.114/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 décembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative à la publicité, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales", a donné le 26 février 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 december 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen", heeft op 26 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Portée du projet

Comme l'indique l'exposé des motifs, l'avant-projet de loi a un double objectif :

- 1° mettre la législation nationale dans le domaine des professions libérales en conformité avec trois directives européennes, à savoir :
 - a) la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;
 - b) la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 1997 modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;
 - c) la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs;
- 2° regrouper au sein d'une même loi :
 - a) la loi du 21 octobre 1992 relative à la publicité trompeuse en ce qui concerne les professions libérales;
 - b) la loi du 3 avril 1997 relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec leurs

.../...

clients par les titulaires de professions libérales.

Ces deux lois ont transposé en droit belge respectivement la directive 84/450/CEE du Conseil du 10 septembre 1984 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de publicité trompeuse et la directive 93/13/CE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs.

Les dispositions de la loi du 21 octobre 1992, précitée, se retrouvent dans le projet à l'article 2, 1°, 3°, 4°, 5°, aux articles 3 et 4, dans le chapitre V, aux articles 25, alinéa 1er, et 28.

Les dispositions de la loi du 3 avril 1997, précitée, se retrouvent dans le projet à l'article 2, 1°, 2°, 3°, aux articles 6 à 8, dans le chapitre V, aux articles 25, alinéa 1er, 26, 28 et 29, alinéa 1er.

Dans la mesure où ces dispositions ont déjà fait l'objet d'une saisine de la section de législation du Conseil d'Etat (1), elles ne seront plus réexaminées, la

(1) La loi du 21 octobre 1992 a fait l'objet de l'avis 20.204/8, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 6 novembre 1990; la loi du 3 avril 1997 a fait l'objet de l'avis 25.126/2, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 1er juillet 1996.

section de législation ayant, en ce qui les concerne, épuisé sa compétence d'avis (1).

Le Conseil d'Etat constate cependant, par rapport aux lois des 21 octobre 1992 et 3 avril 1997, quelques modifications souvent inspirées par le souci d'harmoniser le projet avec la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. Les plus importantes de ces modifications sont les suivantes :

- 1° il est désormais prévu que le client protégé peut être une personne morale (2) alors que la loi du 3 avril 1997 et la directive 97/7/CE ne visent que les personnes physiques;
- 2° l'autorité disciplinaire est définie comme étant "l'ordre professionnel ou l'institut professionnel compétent en vertu de la loi pour réglementer l'activité professionnelle d'une profession libérale déterminée" alors que les lois précitées visaient "l'ordre professionnel ou l'institut professionnel compétent en vertu de la loi pour exercer la discipline à l'égard des

(1) Dans le même sens, avis 29.013/4, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 26 mars 1999 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale.

(2) Dans le même sens, voir l'article 1er, alinéa 1er, 7., de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

personnes exerçant une profession libérale déterminée"; cette modification provient de l'article 7, § 5, de la directive 84/450/CE précitée;

- 3° l'article 6, § 2, du projet considère comme abusives les "clauses ou conditions ..." (1) alors que la loi du 3 avril 1997 visait "toute clause contractuelle ...";
- 4° l'article 9 rend la Commission des clauses abusives visée aux articles 35 et 36 de la loi du 14 juillet 1991 "sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur", compétente pour les clauses et conditions utilisées dans les contrats entre les titulaires de professions libérales et leurs clients; l'article 9, § 2, reproduit, en les adaptant aux contrats conclus entre les titulaires de professions libérales et leurs clients, les articles 35 et 36 de la loi du 14 juillet 1991 précitée;
- 5° en vertu de l'article 23 de l'avant-projet, le président du tribunal de première instance peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige et ordonner la publication de son jugement ou du résumé (2), alors que l'article 7 de la loi du 21 octobre 1992 visait uniquement l'affichage de la décision et la publication du jugement ou de son dispositif;

(1) Dans le même sens, voir l'article 31 de la loi du 14 juillet 1991 précitée.

(2) Dans le même sens, voir l'article 99 de la loi du 14 juillet 1991 précitée.

- 6° l'article 8, § 2, de la loi du 21 octobre 1992 précitée précise les modalités d'introduction de l'action en cessation par requête contradictoire, alors que le projet se limite, à bon droit, à renvoyer aux articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire;
- 7° contrairement aux articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire, le projet prévoit toutefois que la requête doit être signée par un avocat;
- 8° la compétence des mutuelles et des unions nationales pour introduire l'action en cessation est désormais générale alors qu'elle n'était pas prévue dans la loi du 3 avril 1997.

Observations générales

I. L'avant-projet de loi entend transposer les différentes directives précitées par le biais d'une seule loi "applicable aux professions libérales" (1).

L'article 2, 1°, de l'avant-projet définit la "profession libérale" comme suit :

"... toute activité professionnelle indépendante de prestation de services ou de fourniture de biens, qui ne constitue pas un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat et qui n'est pas visée par la

(1) Voir l'exposé des motifs, alinéa 3.

loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à l'exclusion des activités agricoles et d'élevage.".

Tant la lecture de l'avant-projet que celle de l'exposé des motifs laisse sous-entendre que l'auteur du texte a principalement eu présent à l'esprit les ordres professionnels et les instituts professionnels, lesquels sont organisés par la loi, notamment l'ordre des architectes (1), celui des avocats (2), celui des médecins (3), celui des notaires (4), celui des pharmaciens (5), celui des vétérinaires (6) ou l'Institut des réviseurs d'entreprises (7), l'Institut des experts-

(1) Loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

(2) Code judiciaire, livre III, Du barreau, articles 428 et sv.

(3) Arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

(4) Loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI contenant organisation du notariat.

(5) Arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens.

(6) Loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

(7) Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises.

comptables (1), ou encore l'Institut des juristes d'entreprises (2).

L'organisation des professions libérales au sens de l'avant-projet de loi relève encore d'autres lois, soit de manière générale, soit de manière particulière. L'on pense également à la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. Parmi diverses législations particulières, l'on pense également à la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial ou à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue. Il en va de même des journalistes et détectives privés.

Enfin, certaines activités économiques répondent à la définition de l'article 2, 1°, du projet, en dehors de tout encadrement légal ou réglementaire particulier, comme par exemple, les métiers de l'informatique, activités qui peuvent se prêter aisément à la conclusion de contrats à distance.

Il en résulte que les dispositions de l'avant-projet doivent être conçues non seulement pour s'appliquer aux activités économiques qui s'exercent dans le cadre des ordres professionnels et des instituts professionnels mais

(1) Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises.

(2) Loi du 1er mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprises.

également pour s'appliquer aux "professions libérales", au sens de l'article 2, 1°, de l'avant-projet, pour lesquelles il n'existe ni un ordre professionnel ni un institut professionnel.

L'ensemble du texte doit être revu à la lumière de cette observation.

II. Dès lors qu'il déclare licite la publicité comparative et interdit la publicité trompeuse, le projet de loi implique la reconnaissance du droit des professions libérales de faire de la publicité.

Il serait donc logique que le projet consacre expressément ce droit, qu'il en fixe les limites et détermine le rôle que pourront encore jouer en la matière les ordres et instituts professionnels.

Ce faisant, le projet serait davantage conforme à son intitulé qui vise la publicité en général et non pas seulement la publicité trompeuse et la publicité comparative.

Observations particulières

Examen du projet

Arrêté de présentation

.../...

Dès lors que l'arrêté de présentation est signé non seulement par le Ministre de la Justice, mais également par le Ministre des Classes moyennes et le Ministre de l'Economie, il convient que ces deux derniers ministres proposent également, présentent et déposent aux Chambres législatives la loi en projet.

Dispositif

Article 1er

Il y a lieu de citer les directives européennes transposées par la loi en projet avec les modifications qu'elles ont subies chacune.

L'alinéa 2 de la disposition en projet doit être rédigé comme suit :

"Elle transpose la directive 84/450/CEE du Conseil du 10 septembre 1984 en matière de publicité trompeuse, modifiée par la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 1997, la directive 93/13/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance, et la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts

.../...

des consommateurs, modifiée par la directive 1999/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 et par la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000.".

Article 2

1. Compte tenu de la définition projetée, il est suggéré de remplacer les termes "autorité disciplinaire", par les termes "autorité professionnelle".

2. Au 9°, il y a lieu de préciser la définition comme suit :

"9° services financiers : services visés à l'article 77, § 1er, 4°, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et l'information et la protection du consommateur, remplacé par la loi du 25 mai 1999.".

Article 5

1. Dans le projet de loi, la référence aux marques faite à l'article 3bis, paragraphe 1er, d), e), et g), de la directive 84/450/CEE a été supprimée. L'on peut se demander si cette suppression est justifiée. D'une part, certaines professions libérales, au sens du projet, peuvent être titulaires de marques (1). En outre, l'on ne peut exclure

(1) Voir A. Braun, Précis des marques, Bruxelles, Larcier, 1995, éd. 3, n° 227, p. 204, qui précise : "Relevons enfin que, de tous temps, on a admis en Belgique que par exploitant d'un commerce ou d'une industrie, il fallait également comprendre les agriculteurs, les horticulteurs, les exploitants de forêts, les propriétaires d'industries extractives, les photographes ou pharmaciens, qui exercent des professions libérales.".

que par une publicité comparative le titulaire d'une profession libérale puisse porter atteinte à un concurrent commerçant.

2. Le paragraphe 2, qui définit la publicité comparative, doit trouver place avant le paragraphe 1er qui énonce les conditions de validité d'une telle publicité.

3. Tout comme l'article 3bis de la directive 84/450/CEE précitée, le paragraphe 1er commence par les mots :

"§ 1er. Pour autant que la comparaison est concernée, la publicité comparative est licite en matière de professions libérales dès lors que les conditions suivantes sont satisfaites ...".

Le Conseil d'Etat se demande ce que signifient exactement les mots "pour autant que la comparaison est concernée". Il résulte de la comparaison avec la version néerlandaise que l'auteur du projet a probablement voulu indiquer que la licéité de la publicité comparative ne concernait que l'aspect comparatif et n'empêchait pas la publicité d'être éventuellement illicite à un autre point de vue. Il est, dès lors, suggéré d'écrire :

"Dans la publicité des professions libérales, la comparaison est licite dès lors que les conditions suivantes sont satisfaites ...".

.../...

4. En vertu du paragraphe 1er, la publicité comparative en matière de professions libérales est en principe licite. Le paragraphe 4 habilite toutefois le Roi, sur proposition des autorités disciplinaires, à interdire ou restreindre cette publicité.

Cette habilitation appelle deux observations.

D'une part, le projet définit l'autorité disciplinaire comme étant

"... l'ordre professionnel ou l'institut professionnel compétent en vertu de la loi pour réglementer l'activité professionnelle d'une profession libérale déterminée." (article 2, 3°).

Toutefois, il y a des professions libérales au sens du 1° de l'article 2 qui ne disposent pas d'ordre professionnel ou d'institut professionnel; le projet limite donc l'habilitation donnée au Roi à certaines professions libérales, ce qui n'est pas admissible. Le texte doit, dès lors, être revu.

D'autre part, l'habilitation est excessive dans la mesure où elle pourrait aboutir à réduire à néant le principe énoncé au paragraphe 1er. Il appartient, dès lors, au législateur de prévoir dans quelles circonstances le Roi pourra prévoir des restrictions ou des interdictions limitées en matière de publicité comparative.

Bien que la possibilité de prévoir des interdictions ou des restrictions à l'autorisation de la publicité comparative pour les professions libérales soit expressément prévue par l'article 7, paragraphe 5, de la

.../...

directive 84/450/CEE précitée, il semble que cette possibilité soit relativement réduite. En effet, l'article 7, paragraphe 5, dispose que les interdictions ou restrictions doivent se faire "dans le respect des dispositions du traité". Dans une décision du 7 avril 1999, la Commission européenne a estimé qu'une disposition du Code de conduite professionnelle de l'Institut des mandataires agréés près l'Office européen des brevets (IMA) interdisant la publicité comparative était contraire à l'article 81 du traité. La Commission a toutefois accordé une exemption jusqu'au 23 avril 2000 (1).

5. Le paragraphe premier doit être subdivisé en 1°, 2°, 3°, etc. et non en a), b), c).

-
- (1) J.O.C.E. du 23 avril 1999, n° L 106/14. Cette décision a fait l'objet d'un recours en annulation partielle introduit le 14 juin 1999 auprès du Tribunal de première instance des Communautés européennes par l'IMA (J.O.C.E. du 2 octobre 1999, n° C 281/17) ainsi que d'une demande en référé de sursis à exécution. Par ordonnance du 14 avril 2000, le président du Tribunal de première instance a estimé que la preuve du préjudice grave et irréparable n'était pas apportée. Voir également : Harold NYSSSENS, "Concurrence et ordres professionnels : les trompettes de Jéricho sonnent-elles ?", R.D.C. 1999, n° 4.2., p. 483; Maria José BICHO "Concurrence dans les professions libérales : quels avantages pour le consommateur ?", Journées européennes de la concurrence, Forum Telecom-Picoas, Lisbonne, 9 juin 2000, qui précise : "La Commission considère que l'interdiction totale de la publicité en général et de la publicité comparative en particulier, n'est pas acceptable. Elle accepte, toutefois, des limitations nécessaires à garantir la déontologie. La publicité, lorsqu'elle n'est pas trompeuse, constitue un moyen important d'informer les consommateurs sur les services qui sont disponibles et sur leurs prix.".

.../...

Dans le paragraphe 1er, a), les mots "de la présente loi" sont inutiles et doivent être supprimés.

Article 9

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'insérer les mots ", modifiés par la loi du 7 décembre 1998," entre les mots "consommateur" et "connaît".

Article 10

1. Conformément à l'article 3, paragraphe premier, 1er tiret, de la directive 97/7/CE précitée, l'alinéa 1er dispose que le chapitre relatif aux contrats à distance ne s'applique pas aux contrats portant sur des services financiers.

La notion de services financiers est définie à l'article 2, 9°, du projet par référence à l'article 77, § 1er, 4°(1), de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si la liste des opérations visées à l'article 77, § 1er, 4°, n'est pas plus large que celle figurant à l'annexe II de la directive.

(1) Et non 77, 4°, comme indiqué à l'article 2, 9°, du projet.

2. A l'alinéa 2, il convient que la loi indique, à tout le moins, les circonstances générales qui permettent au Roi de déclarer certaines dispositions du chapitre IV applicables aux contrats portant sur les services financiers ou à certaines catégories d'entre eux.

3. Le champ d'application du projet contient moins d'exceptions que l'article 3 de la directive 97/7/CE, soit parce que ces exceptions n'ont pas de raison d'être, dès lors que le projet ne concerne que les professions libérales, soit que l'auteur du projet souhaite être plus sévère que la directive, comme le permet l'article 14 de celle-ci.

Il serait cependant prudent, à l'instar de l'article 83, § 1er, 6°, de la loi du 14 juillet 1991 précitée, d'habiliter le Roi à prescrire des dispositions particulières pour les ventes aux enchères organisées au moyen d'une technique de communication à distance, compte tenu du caractère spécifique de pareilles ventes.

.../...

Article 11

L'article 4, paragraphe 2, de la directive 97/7/CE précise que :

"Les informations visées au paragraphe 1, dont le but commercial doit apparaître sans équivoque, doivent être fournies (...) dans le respect, notamment des principes de loyauté en matière de transaction commerciale et des principes qui régissent la protection des personnes frappées d'incapacité juridique selon leur législation nationale, tels que les mineurs."

Ces précisions ne sont pas reproduites à l'alinéa 1er de l'article 11 du projet, pas plus d'ailleurs que dans l'article 78 de la loi du 14 juillet 1991 précitée. Cette omission est critiquable.

Toutefois, le terme "commercial" utilisé par la directive est inadapté à certaines professions libérales telles qu'elles sont définies par le présent projet. Il convient de le remplacer par un terme plus adéquat en tenant compte de la nature professionnelle ou économique de cette activité.

La même observation vaut pour l'article 11, alinéa 2, du projet qui mentionne seulement le but de l'appel.

.../...

Article 13

Les trois dernières exceptions au droit de renonciation prévues à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 97/7/CE, ne sont pas reprises dans le projet. Contrairement à ce que souligne l'exposé des motifs, la fourniture de journaux, de périodiques et de magazines ainsi que les services de paris et loteries sont susceptibles de concerner les professions libérales telles que définies par le projet. Il en est de même pour la fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques. Il se pourrait, par exemple, qu'une consultation d'un avocat soit donnée sur l'un de ces supports.

Le texte du projet doit, dès lors, être complété.

Article 14

1. L'alinéa 1er du paragraphe 1er manque de clarté. Il convient de préciser cet alinéa comme suit :

"§ 1er. Sauf si les parties en ont convenu autrement, le titulaire de la profession libérale doit exécuter la commande dans un délai de trente jours à compter du lendemain du jour où le client a transmis cette commande au titulaire.".

.../...

2. Le paragraphe 1er, alinéa 2, vise l'hypothèse du défaut d'exécution du contrat par le titulaire de la profession libérale résultant de l'indisponibilité du bien ou du service commandé. Pas plus que la directive, le projet n'indique clairement si l'hypothèse visée est uniquement celle d'une inexécution définitive ou également, comme pourrait le laisser penser la place de cette disposition dans l'article 14, celle d'un retard dans l'exécution.

Dans ce dernier cas, il semble excessif de prévoir, comme le fait implicitement le projet, la résolution du contrat.

Il convient de revoir le projet afin d'apporter les précisions nécessaires. Si, comme cela semble le plus probable, seule l'inexécution définitive est visée, il convient de faire de l'alinéa 2 un article distinct.

Article 17

L'alinéa 3 dispose que le président du tribunal peut ordonner à un opérateur de technique de communication, lorsque celui-ci est en mesure de le faire, de mettre fin aux pratiques non conformes aux dispositions de la loi relatives aux contrats à distance.

Il va de soi que la condamnation d'un opérateur de technique de communication ne peut avoir lieu que si ce dernier est partie à la cause et si sa condamnation a été demandée par une autre partie. En décider autrement serait contraire au principe du contradictoire qui constitue tout

.../...

à la fois un principe général de droit et une exigence du droit au procès équitable consacré par l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Le texte doit être modifié de manière à préciser les conditions des modalités selon lesquelles le tiers, en l'occurrence l'opérateur de technique de communication, sera mis à la cause devant le président du tribunal de manière à lui permettre de formuler ses observations.

A cet égard, l'article 811 du Code judiciaire dispose même que :

"Les cours et tribunaux ne peuvent ordonner d'office la mise en cause de tiers." (1).

(1) A. Fettweis précise : "Les juges ne peuvent enjoindre à une partie de mettre en cause un tiers. Toute décision de surséance ou autre mesure de pression pour provoquer d'office la mise en cause d'un tiers doit s'analyser en une violation de l'article 811" (Manuel de droit judiciaire, Faculté de droit de Liège, 1987, éd. 2, n° 586, p. 418. Sur ces questions, voir également Marcel Storme, "L'activisme du juge dans le domaine de la procédure - une étude comparée", in Le rôle respectif du juge et des parties dans le procès civil, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 11 et suiv.

Article 20

A l'alinéa 2, il y a lieu, conformément à l'article 3 de la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 "relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs", de définir l'"entité qualifiée" comme étant "tout organisme ou organisation ...".

Article 21

1. Contrairement aux articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire, le projet prévoit que la requête doit être signée par un avocat.

Il est contradictoire d'imposer la signature d'un avocat "en conformité avec les articles 1034ter à 1034sexies du Code judiciaire", car précisément ces articles ne prévoient pas l'intervention obligatoire de l'avocat. Par ailleurs, il convient en toute hypothèse que l'auteur du projet s'explique sur les raisons de cette restriction au droit du justiciable d'introduire personnellement une demande en justice, dès lors que cette restriction qui, certes, se trouvait déjà dans les lois du 14 juillet 1991 et 21 octobre 1992, n'a pas été reprise dans la loi du 3 avril 1997.

Le texte doit, en conséquence, être revu.

.../...

2. A l'alinéa 6, dans un souci de précision, il convient d'ajouter à la fin de la phrase les mots "de l'introduction de ce recours".

Articles 24 et 25

1. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que les montants des amendes sont uniquement exprimés en francs. Il est préférable que le montant soit exprimé en euros dans le texte et qu'une disposition transitoire, valable jusqu'au 1er janvier 2002, exprime le même montant en francs.

2. A l'article 24, les deux tirets doivent être remplacés par le texte suivant :

"1° les articles 11, alinéa 1er, 6° et 12, 2°;

2° l'article 16, § 1er.".

Article 27

1. Cette disposition est identique à l'article 109 de la loi du 14 juillet 1991, précitée.

Il convient que l'auteur du projet examine s'il se justifie encore de rendre les personnes morales civilement responsables des sanctions pécuniaires prononcées contre leurs organes et préposés depuis l'entrée en vigueur de la

.../...

loi du 4 mai 1999 "instaurant la responsabilité pénale des personnes morales".

En tout cas, il y a lieu de tenir compte de l'article 50bis du Code pénal, inséré par la loi du 4 mai 1999 précitée, qui dispose que :

"Nul ne peut être tenu civilement responsable du paiement d'une amende à laquelle une autre personne est condamnée, s'il est condamné pour les mêmes faits."

2. A l'alinéa 2, les mots "associations commerciales" ne sont pas appropriés, dès lors que le projet de loi concerne les professions libérales et que celles-ci n'ont pas de caractère commercial.

En ce qui concerne le terme "commerciales", il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 11.

Article 29

1. Il y a lieu de remplacer les mots "un contrat régi par" par les mots "un contrat visé à".

2. De même, les mots "les matières régies par" doivent être remplacés par les mots "les matières réglées par".

.../...

Article 31

Au 2°, in fine, les mots "à l'exception de son article 12" sont inutiles et doivent être omis. En effet, l'abrogation d'un texte modificatif n'a pas pour effet de faire revivre le texte modifié tel qu'il était rédigé avant sa modification. Une telle abrogation est tout simplement dépourvue d'effet.

Strekking van het ontwerp

Zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, heeft het voorontwerp van wet een dubbele doelstelling :

1° het in overeenstemming brengen van de nationale wetgeving inzake de vrije beroepen met drie Europese richtlijnen, namelijk :

a) richtlijn 97/7/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 1997 betreffende de bescherming van de consument bij op afstand gesloten overeenkomsten;

b) richtlijn 97/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 oktober 1997 tot wijziging van richtlijn 84/450/EEG inzake misleidende reclame teneinde ook vergelijkende reclame te regelen;

c) richtlijn 98/27/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 1998 betreffende het doen staken van inbreuken in het raam van de bescherming van de consumentenbelangen;

2° het in eenzelfde wet onderbrengen van de bepalingen van :

a) de wet van 21 oktober 1992 betreffende de misleidende reclame inzake de vrije beroepen;

.../...

- b) de wet van 3 april 1997 betreffende oneerlijke bedingen in overeenkomsten gesloten tussen titularissen van vrije beroepen en hun cliënten.

Bij die beide wetten zijn respectievelijk in Belgisch recht omgezet : richtlijn 84/450/EEG van de Raad van 10 september 1984 betreffende het nader tot elkaar brengen van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Staten inzake misleidende reclame en richtlijn 93/13/EG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten.

De bepalingen van de voormelde wet van 21 oktober 1992 komen in het ontwerp voor in artikel 2, 1°, 3°, 4°, 5°, in de artikelen 3 en 4, in hoofdstuk V, alsook in de artikelen 25, eerste lid, en 28.

De bepalingen van de voormelde wet van 3 april 1997 komen in het ontwerp voor in artikel 2, 1°, 2°, 3°, in de artikelen 6 tot 8, in hoofdstuk V, alsook in de artikelen 25, eerste lid, 26, 28 en 29, eerste lid.

Doordat die bepalingen reeds eerder aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn voorgelegd (1), zullen ze niet nogmaals worden onderzocht, daar de afdeling

(1) Met betrekking tot de wet van 21 oktober 1992 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State op 6 november 1990 advies 20.204/8 gegeven. In verband met de wet van 3 april 1997 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State op 1 juli 1996 advies 25.126/2 gegeven.

wetgeving, wat die bepalingen betreft, haar adviesbevoegdheid heeft opgebruikt (1).

De Raad van State ziet, in vergelijking met de wetten van 21 oktober 1992 en 3 april 1997, evenwel enkele wijzigingen die vaak ingegeven zijn door de wil om het ontwerp af te stemmen op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. De belangrijkste wijzigingen zijn de volgende :

- 1° voortaan wordt bepaald dat de beschermde cliënt ook een rechtspersoon kan zijn (2), terwijl de wet van 3 april 1997 en richtlijn 97/7/EG alleen op natuurlijke personen betrekking hebben;
- 2° de tuchtrechtelijke overheid wordt gedefinieerd als "de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat krachtens de wet bevoegd is om de beroepsactiviteit van een bepaald vrij beroep te reguleren", terwijl in de voormelde wetten sprake was van "de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat krachtens de wet bevoegd is om tegenover beoefenaars van een bepaald vrij beroep de

(1) Zie, in dezelfde zin, advies 29.013/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 26 maart 1999 heeft gegeven over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking is geworden.

(2) Zie, in dezelfde zin, artikel 1, eerste lid, 7., van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

tucht te handhaven"; deze wijziging spruit voort uit artikel 7, lid 5, van de voormelde richtlijn 84/450/EG;

- 3° in artikel 6, § 2, van het ontwerp wordt als onrechtmatig bestempeld "elk beding of elke voorwaarde ..." (1) terwijl in de wet van 3 april 1997 sprake is van "ieder beding in een overeenkomst";
- 4° in artikel 9 wordt de Commissie voor Onrechtmatige Bedingen bedoeld in de artikelen 35 en 36 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument bevoegd verklaard voor de bedingen en voorwaarden die voorkomen in de overeenkomsten gesloten tussen de beoefenaars van vrije beroepen en hun cliënten; in artikel 9, § 2, worden de artikelen 35 en 36 van de voormelde wet van 14 juli 1991 overgenomen in bewoordingen die aangepast zijn aan de overeenkomsten die tussen de beoefenaars van vrije beroepen en hun cliënten worden gesloten;
- 5° krachtens artikel 23 van het voorontwerp kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij daarvan heeft opgesteld, wordt aangeplakt en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan wordt bekendgemaakt (2), terwijl artikel 7 van de wet van 21 oktober 1992 alleen

(1) Zie in dezelfde zin, artikel 31 van de voormelde wet van 14 juli 1991.

(2) Zie, in dezelfde zin, artikel 99 van de voormelde wet van 14 juli 1991.

betrekking had op de aanplakking van de beslissing en de bekendmaking van het vonnis of het dictum ervan;

- 6° in artikel 8, § 2, van de voormelde wet van 21 oktober 1992 staan de nadere regels voor het instellen van een vordering tot staking bij een verzoekschrift op tegenspraak, terwijl in het ontwerp terecht alleen verwezen wordt naar de artikelen 1034bis tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek;
- 7° in tegenstelling tot de artikelen 1034bis tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek, wordt in het ontwerp evenwel bepaald dat het verzoekschrift door een advocaat moet worden ondertekend;
- 8° de ziekenfondsen en de landsbonden hebben voortaan een algemene bevoegdheid om een vordering tot staking in te stellen, terwijl ze in de wet van 3 april 1997 geen bevoegdheid in die zin toegekend hebben gekregen.

.../...

Algemene opmerkingen

I. Het voorontwerp van wet strekt ertoe de onderscheiden voormelde richtlijnen om te zetten door middel van een enkele wet "die van toepassing (is) op vrije beroepen" (1).

In artikel 2, 1°, van het voorontwerp wordt het "vrij beroep" als volgt gedefinieerd :

"... elke zelfstandige beroepsactiviteit die dienstverlening of levering van goederen omvat welke geen daad van koophandel of ambachtsbedrijvigheid is, zoals bedoeld in de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister en die niet wordt bedoeld in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met uitsluiting van de landbouwbedrijvigheden en de veeteelt."

Uit de bewoordingen van zowel het voorontwerp als de memorie van toelichting lijkt naar voren te komen dat de steller van de tekst daarbij hoofdzakelijk heeft gedacht aan de bij de wet geregelde beroepsorden en beroepsinstituten, zoals de Orde van Architecten (2), de Orde van Advocaten (3), de Orde der Geneesheren (4), de Orde der

(1) Zie de memorie van toelichting, derde alinea.

(2) Wet van 26 juni 1963 tot instelling van een orde van architecten.

(3) Gerechtelijk Wetboek, Boek III, Balie, artikelen 428 e.v.

(4) Koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.

Notarissen (1), de Orde der Apothekers (2), de Orde der Dierenartsen (3) of het Instituut der Bedrijfsrevisoren (4), het Instituut der Accountants (5) of nog het Instituut voor Bedrijfsjuristen (6).

De organisatie van de vrije beroepen in de zin van het voorontwerp van wet wordt ook nog door andere wetten geregeld, hetzij op algemene, hetzij op specifieke wijze. Hierbij wordt verwezen naar de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen. Onder verscheidene specifieke wetgevingen wordt eveneens verwezen naar de wet van 9 maart 1993 ertoe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren en naar de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog. Het beroep van journalist en dat van privé-detective zijn eveneens bij wet geregeld.

-
- (1) Wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI op het notarisambt.
 - (2) Koninklijk besluit nr. 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers.
 - (3) Wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der Dierenartsen.
 - (4) Wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren.
 - (5) Wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat.
 - (6) Wet van 1 maart 2000 tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen.

.../...

Ten slotte beantwoorden bepaalde economische activiteiten aan de definitie van artikel 2, 1°, van het ontwerp, ook al bestaat voor die activiteiten geen enkel specifiek wettelijk of reglementair kader, zoals bijvoorbeeld de informaticaberoepen, welke activiteiten gemakkelijk aanleiding kunnen geven tot het op afstand sluiten van overeenkomsten.

Daaruit volgt dat de bepalingen van het voorontwerp aldus moeten worden gesteld dat ze niet alleen kunnen worden toegepast op de economische activiteiten die uitgeoefend worden in het kader van een beroepsorde of een beroepsinstituut maar ook op de "vrije beroepen" in de zin van artikel 2, 1°, van het voorontwerp, waarvoor noch een beroepsorde, noch een beroepsinstituut bestaat.

De volledige tekst behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

II. Doordat het wetsontwerp bepaalt dat vergelijkende reclame geoorloofd is maar dat misleidende reclame verboden is, impliceert het dat aan de vrije beroepen het recht wordt toegekend reclame te maken.

Het zou dan ook logisch zijn om dat recht uitdrukkelijk neer te schrijven in het ontwerp, daarin de grenzen van dat recht vast te leggen en te bepalen welke rol de beroepsorden en beroepsinstituten terzake nog zouden kunnen spelen.

.../...

Daardoor zou het ontwerp beter overeenstemmen met het opschrift, waarin sprake is van reclame in het algemeen en niet alleen van misleidende reclame of vergelijkende reclame.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Indieningsbesluit

Aangezien het besluit tot indiening van dit wetsontwerp niet ondertekend is door de Minister van Justitie alleen, maar ook door de Minister van Middenstand en de Minister van Economie, dienen ook deze beide laatstgenoemde ministers het wetsontwerp voor te dragen en het aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij die kamers in te dienen.

Dispositief

Artikel 1

De Europese richtlijnen die bij het wetsontwerp worden omgezet, behoren te worden vermeld met opgave van de wijzigingen die elk van die richtlijnen heeft ondergaan.

.../...

Het tweede lid van de ontworpen bepaling behoort als volgt te worden gesteld :

"Bij deze wet worden omgezet richtlijn 84/450/EEG van de Raad van 10 september 1984 inzake misleidende reclame, gewijzigd bij richtlijn 97/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 oktober 1997, richtlijn 93/13/EEG van de Raad van 5 april 1993 betreffende oneerlijke bedingen in consumentenovereenkomsten, richtlijn 97/7/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 1997 betreffende de bescherming van de consument bij op afstand gesloten overeenkomsten en richtlijn 98/27/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 1998 betreffende het doen staken van inbreuken in het raam van de bescherming van de consumentenbelangen, gewijzigd bij richtlijn 1999/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 1999 en bij richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000.".

Artikel 2

1. Gelet op de ontworpen definitie, wordt voorgesteld om de woorden "tuchtrechtelijke overheid" te vervangen door de woorden "beroepsregulerende overheid".

.../...

2. In onderdeel 9° dient de definitie als volgt te worden gepreciseerd :

"9° financiële diensten : diensten als bedoeld in artikel 77, § 1, 4°, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, vervangen bij de wet van 25 mei 1999.".

Artikel 5

1. In het wetsontwerp is de verwijzing naar de merken weggelaten die voorkomt in artikel 3bis, lid 1, d), e), en g) van richtlijn 84/450/EEG. De vraag rijst of die weglating gerechtvaardigd is. Enerzijds kunnen bepaalde vrije beroepen in de zin van het ontwerp houder zijn van merken (1). Bovendien kan niet worden uitgesloten dat een beoefenaar van een vrij beroep door vergelijkende reclame schade berokkent aan een concurrerende handelaar.

(1) Zie A. Braun, Précis des marques, Brussel, Larcier, 1995, uitgave 3, nr. 227, blz. 204, waar het volgende staat : "Relevons enfin que, de tous temps, on a admis en Belgique que par exploitant d'un commerce ou d'une industrie, il fallait également comprendre les agriculteurs, les horticulteurs, les exploitants de forêts, les propriétaires d'industries extractives, les photographes ou pharmaciens, qui exercent des professions libérales.".

2. Paragraaf 2, waarin een definitie wordt gegeven van vergelijkende reclame, dient vooraf te gaan aan paragraaf 1, waarin de voorwaarden voor de geldigheid van zulke reclame worden vermeld.

3. Net als artikel 3bis van de voormelde richtlijn 84/450/EEG begint paragraaf 1 met de volgende woorden :

"§ 1. Vergelijkende reclame is, wat de vergelijking betreft, inzake vrije beroepen geoorloofd op voorwaarde dat ...".

De Raad van State vraagt zich af wat de woorden "wat de vergelijking betreft" precies betekenen. Uit een vergelijking van de Nederlandse en de Franse tekst blijkt dat de steller van het ontwerp wellicht heeft willen aangeven dat de rechtmatigheid van vergelijkende reclame alleen betrekking heeft op het aspect vergelijking en niet wegneemt dat de reclame eventueel ongeoorloofd kan zijn vanuit een ander oogpunt. Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven :

"In de reclame voor vrije beroepen is vergelijking geoorloofd op voorwaarde dat die reclame ...".

4. Krachtens paragraaf 1 is vergelijkende reclame voor vrije beroepen in principe geoorloofd. Krachtens paragraaf 4 kan de Koning die reclame evenwel op voorstel van de tuchtoverheden verbieden of beperken.

.../...

Die machtiging geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

Enerzijds wordt de tuchtoverheid in het ontwerp gedefinieerd als

"... de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat krachtens de wet bevoegd is om de beroepsactiviteit van een bepaald vrij beroep te reguleren." (artikel 2, 3°).

Er zijn evenwel vrije beroepen in de zin van artikel 2, 1°, die niet over een beroepsorde of over een beroepsinstituut beschikken. Door het ontwerp wordt de opdracht van bevoegdheid aan de Koning dus beperkt tot bepaalde vrije beroepen, wat niet kan worden aanvaard. De tekst behoort bijgevolg te worden herzien.

Anderzijds wordt daarbij een te grote bevoegdheid opgedragen, in zoverre die ertoe zou kunnen leiden dat het principe vervat in paragraaf 1 wordt tenietgedaan. Bijgevolg staat het aan de wetgever te bepalen in welke omstandigheden de Koning vergelijkende reclame aan banden kan leggen of in beperkte mate kan verbieden.

Hoewel de mogelijkheid om te voorzien in verbodsbepalingen of beperkingen op de vrijheid van vrije beroepen om vergelijkende reclame te voeren uitdrukkelijk vervat zit in artikel 7, lid 5, van de voormelde richtlijn 84/450/EEG, lijkt die mogelijkheid relatief beperkt te zijn. Artikel 7, lid 5, bepaalt immers dat verbodsbepalingen of beperkingen alleen "met inachtneming van de bepalingen van het Verdrag" kunnen worden ingevoerd.

.../...

In een beschikking van 7 april 1999 heeft de Europese Commissie geoordeeld dat een bepaling van de gedragscode van het Instituut van erkende gemachtigden bij het Europees Octrooibureau waarbij vergelijkende reclame wordt verboden in strijd is met artikel 81 van het Verdrag. De Commissie heeft evenwel een vrijstelling toegestaan tot 23 april 2000 (1).

5. Paragraaf 1 dient te worden onderverdeeld in 1°, 2°, 3°, enz. en niet in a), b), c), enz.

-
- (1) Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen van 23 april 1999, nr. L. 106/14. Tegen die beschikking is bij het Gerecht van eerste aanleg van de Europese Gemeenschappen op 14 juni 1999 een beroep tot gedeeltelijke nietigverklaring ingesteld door het Instituut van erkende gemachtigden (Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen van 2 oktober 1999, nr. C 281/17) alsook een vordering in kort geding tot schorsing van de tenuitvoerlegging. Bij een beschikking van 14 april 2000 heeft de Voorzitter van het Gerecht van eerste aanleg geoordeeld dat het moeilijk te herstellen ernstig nadeel niet bewezen was. Zie eveneens : Harold NYSENS, "Concurrence et ordres professionnels : les trompettes de Jéricho sonnent-elles ?", R.D.C., 1999, nr. 4.2., blz. 483; Maria José BICHO "Concurrence dans les professions libérales : quels avantages pour le consommateur ?", Journées européennes de la concurrence, Forum Telecom-Picoas, Lissabon, 9 juni 2000, waarin de volgende bedenking wordt gemaakt : "La Commission considère que l'interdiction totale de la publicité en général et de la publicité comparative en particulier, n'est pas acceptable. Elle accepte, toutefois, des limitations nécessaires à garantir la déontologie. La publicité, lorsqu'elle n'est pas trompeuse, constitue un moyen important d'informer les consommateurs sur les services qui sont disponibles et sur leurs prix."

.../...

In paragraaf 1, a), dienen de woorden "van deze wet" als overbodig te vervallen.

Artikel 9

In paragraaf 1 dienen de woorden ",gewijzigd bij de wet van 7 december 1998" te worden ingevoegd tussen het woord "consument" en het woord ", neemt".

Artikel 10

1. Overeenkomstig artikel 3, lid 1, eerste streepje, van de voormelde richtlijn 97/7/EG, bepaalt het eerste lid dat het hoofdstuk betreffende op afstand gesloten overeenkomsten niet van toepassing is op overeenkomsten betreffende financiële diensten.

Het begrip financiële diensten wordt gedefinieerd in artikel 2, 9°, van het ontwerp door een verwijzing naar artikel 77, § 1, 4° (1), van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of de lijst van de verrichtingen vermeld in artikel 77, § 1, 4°,

(1) En niet artikel 77, 4°, zoals in artikel 2, 9°, van het ontwerp staat.

niet ruimer is dan die welke in bijlage II van de richtlijn voorkomt.

2. Wat het tweede lid betreft, moet de wet op zijn minst vermelden op grond van welke algemene omstandigheden de Koning kan bepalen dat sommige bepalingen van hoofdstuk IV van toepassing zijn op overeenkomsten betreffende financiële diensten of op bepaalde categorieën van zulke overeenkomsten.

3. De werkingssfeer van het ontwerp omvat minder uitzonderingen dan artikel 3 van richtlijn 97/7/EG, hetzij omdat die uitzonderingen geen reden van bestaan hebben, doordat het ontwerp alleen betrekking heeft op de vrije beroepen, hetzij omdat de steller van het ontwerp strenger wenst te zijn dan de richtlijn, wat krachtens artikel 14 van de richtlijn is toegestaan.

Het zou nochtans van voorzichtigheid getuigen om zoals in artikel 83, § 1, 6°, van de voormelde wet van 14 juli 1991, aan de Koning de bevoegdheid op te dragen om bijzondere bepalingen voor te schrijven voor de openbare verkopen die worden georganiseerd door middel van een techniek voor communicatie op afstand, gelet op de specifieke aard van zulke verkopen.

.../...

Artikel 11

Artikel 4, lid 2, van richtlijn 97/7/EG luidt als volgt :

"De in lid 1 bedoelde informatie waarvan het commerciële oogmerk ondubbelzinnig moet blijken, dient ... te worden verstrekt, met inachtneming van met name de beginselen van eerlijkheid bij commerciële transacties alsmede de beginselen betreffende de bescherming van hen die volgens de nationale wetgeving van de diverse lidstaten handelingsonbekwaam zijn, zoals minderjarigen.".

Die preciseringen zijn niet overgenomen in artikel 11, eerste lid, van het ontwerp, net zo min als in artikel 78 van de voormelde wet van 14 juli 1991, overigens. Op dat verzuim kan kritiek worden geleverd.

Het in de richtlijn gebezigde woord "commerciële" is evenwel niet geschikt voor bepaalde vrije beroepen zoals die in dit ontwerp zijn gedefinieerd. Dat woord dient te worden vervangen door een term die geschikter is in het licht van de professionele of economische aard van die activiteit.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 11, tweede lid, van het ontwerp, waarin alleen sprake is van het doel van de - telefonische - oproep.

.../...

Artikel 13

Van de uitzonderingen op het verzakingsrecht waarin artikel 6, lid 3, van richtlijn 97/7/EG voorziet, zijn de laatste drie niet overgenomen in het ontwerp. In tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting wordt gesteld, zijn de levering van dagbladen, tijdschriften en magazines en de diensten van weddenschappen en loterijen activiteiten die betrekking kunnen hebben op vrije beroepen zoals die in het ontwerp worden gedefinieerd. Hetzelfde geldt voor de levering van audio- of video-opnamen of van computerprogrammatuur. Zo bestaat bijvoorbeeld de mogelijkheid dat een advocaat zijn advies op zulk een drager toestuurt.

De tekst van het ontwerp dient bijgevolg te worden aangevuld.

Artikel 14

1. Het eerste lid van paragraaf 1 is niet duidelijk genoeg. Dat lid zou als volgt preciezer moeten worden gesteld :

"§ 1. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, moet de beoefenaar van het vrij beroep de bestelling uitvoeren binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag na die waarop de cliënt die bestelling aan hem heeft toegezonden.".

.../...

2. Paragraaf 1, tweede lid, heeft betrekking op het geval dat de overeenkomst door de beoefenaar van het vrij beroep niet wordt uitgevoerd omdat het bestelde goed of de bestelde dienst niet beschikbaar is. Net zo min als in de richtlijn wordt in het ontwerp duidelijk aangegeven of het bedoelde geval alleen datgene is waarin de overeenkomst definitief niet wordt uitgevoerd dan wel ook datgene waarin de overeenkomst te laat wordt uitgevoerd, welke indruk ontstaat door de plaats die deze bepaling in artikel 14 bekleedt.

Stellen dat in het laatstgenoemde geval de overeenkomst ontbonden wordt, zoals in het ontwerp stilzwijgend geschiedt, lijkt overdreven.

Het ontwerp behoort te worden herzien teneinde daar de noodzakelijke preciseringen in aan te brengen. Als alleen de definitieve niet-uitvoering bedoeld wordt, wat het meest waarschijnlijk lijkt, behoort van het tweede lid een afzonderlijk artikel te worden gemaakt.

Artikel 17

In het derde lid wordt bepaald dat de voorzitter van de rechtbank aan een communicatietechniek-exploitant kan bevelen om, indien die daartoe in staat is, een einde te maken aan praktijken die niet stroken met de bepalingen van de wet die betrekking hebben op de op afstand gesloten overeenkomsten.

.../...

Het spreekt vanzelf dat een communicatietechniek-exploitant alleen kan worden veroordeeld wanneer hij partij is in het geding en wanneer een andere partij zijn veroordeling gevorderd heeft. Elke andersluidende beslissing zou strijdig zijn met het beginsel van de tegenspraak dat zowel een algemeen rechtsbeginsel is als een noodzakelijk bestanddeel van het recht op een eerlijk proces dat bekrachtigd wordt in artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

De tekst behoort aldus te worden aangepast dat precies wordt aangegeven onder welke voorwaarden en volgens welke nadere regels een derde, in casu de communicatietechniek-exploitant, betrokken kan worden bij het geding voor de voorzitter van de rechtbank, teneinde hem in de mogelijkheid te stellen zijn opmerkingen kenbaar te maken.

.../...

In dit verband behoort te worden opgemerkt dat artikel 811 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt luidt :

"De hoven en rechtbanken kunnen niet ambtshalve bevelen dat een derde in het geding wordt betrokken." (1).

Artikel 20

In het tweede lid dient de "bevoegde instantie", overeenkomstig artikel 3 van richtlijn 98/27/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 1998 betreffende het doen staken van inbreuken in het raam van de bescherming van de consumentenbelangen, te worden gedefinieerd als "elk lichaam dat of elke organisatie die volgens de wetgeving van een lidstaat is opgericht met als doelstelling de collectieve belangen ... (voorts als in het ontwerp)".

(1) A. Fettweis stelt het volgende : "Les juges ne peuvent enjoindre à une partie de mettre en cause un tiers. Toute décision de surséance ou autre mesure de pression pour provoquer d'office la mise en cause d'un tiers doit s'analyser en une violation de l'article 811" (Manuel de droit judiciaire, Faculté de droit de Liège, 1987, uitgave 2, nr. 586, blz. 418). Zie, wat die kwesties betreft, eveneens Marcel Storme, "L'activisme du juge dans le domaine de la procédure - une étude comparée", in Le rôle respectif du juge et des parties dans le procès civil, Brussel, Bruylant, 1999, blz. 11 e.v.

Artikel 21

1. Anders dan in de artikelen 1034bis tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek, wordt in het ontwerp bepaald dat het verzoekschrift door een advocaat moet worden getekend.

Het is contradictorisch te stellen dat het verzoekschrift moet worden ondertekend door een advocaat "overeenkomstig de artikelen 1034ter tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek", aangezien uitgerekend die artikelen niet in een verplichte medewerking van de advocaat voorzien. Overigens dient de steller van het ontwerp hoe dan ook uit te leggen waarom het recht van de rechtzoekende om persoonlijk een rechtsvordering in te stellen wordt beperkt, aangezien die beperking, welke weliswaar voorkwam in de wetten van 14 juli 1991 en 21 oktober 1992, niet is overgenomen in de wet van 3 april 1997.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Met het oog op de nauwkeurigheid dient het slot van het zesde lid als volgt te worden gesteld : "... of de bevoegde Minister inlichtten omtrent het instellen van dat beroep".

.../...

Artikelen 24 en 25

1. De steller van het ontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat de bedragen van de geldboetes alleen in frank zijn uitgedrukt. Het zou beter zijn die bedragen in euro uit te drukken in de tekst en in een overgangsbepaling, die tot 1 januari 2002 geldt, hetzelfde bedrag in Belgische frank uit te drukken.

2. In artikel 24 moeten de twee streepjes worden vervangen door de volgende tekst :

"1° de artikelen 11, eerste lid, 6°, en 12, 2°;

2° artikel 16, § 1."

Artikel 27

1. Deze bepaling is identiek met artikel 109 van de voormelde wet van 14 juli 1991.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of er nog grond bestaat om rechtspersonen burgerrechtelijk aansprakelijk te stellen voor geldstraffen die uitgesproken worden tegen hun organen of aangestelden, aangezien de wet van 4 mei 1999 tot invoering van de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen in werking is getreden.

.../...

Er behoort in elk geval rekening te worden gehouden met artikel 50bis van het Strafwetboek, ingevoegd bij de voormelde wet van 4 mei 1999, dat bepaalt :

"Niemand kan burgerrechtelijk aansprakelijk worden gesteld voor betaling van geldboete waartoe een ander wordt veroordeeld, indien hij wegens dezelfde feiten wordt veroordeeld.".

2. In het tweede lid is het woord "handelsverenigingen" niet geschikt, aangezien het ontwerp van wet betrekking heeft op de vrije beroepen en deze niet van commerciële aard zijn.

Wat het woord "handelsverenigingen" betreft, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 11 wordt gemaakt over het woord "commerciële".

Artikel 29

1. De woorden "een door deze wet geregeld overeenkomst" dienen te worden vervangen door de woorden "een overeenkomst als bedoeld in deze wet".

2. In de Franse tekst dienen de woorden "les matières régies par" voorts te worden vervangen door de woorden "les matières réglées par".

Artikel 31

In onderdeel 2°, in fine, dienen de woorden ",met uitzondering van artikel 12" als overbodig te vervallen. De opheffing van een wijzigingstekst heeft immers niet tot gevolg dat de gewijzigde tekst zoals die vóór die wijziging bestond weer van kracht wordt. Zulk een opheffing heeft gewoon geen enkel gevolg.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

B. GLANSDORFF,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par Mme A.-
F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd
uitgebracht door de
H. A. LEFEBVRE, auditeur. De
nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht
door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

.../...

B. VIGNERON

Y. KREINS